RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 13754
Numéro SIREN : 803 204 312
Nom ou dénomination : AVIVA IMPACT INVESTING FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 18/09/2014 sous le numéro de dépôt 86561

1408665202

DATE DEPOT : 2014-09-18

NUMERO DE DEPOT : 2014R086561

N° GESTION : 2014B13754

N° SIREN : 803204312

DENOMINATION : AVIVA IMPACT INVESTING FRANCE

ADRESSE : 102 C rue Amelot 75011 Paris

DATE D'ACTE : 2014/08/12

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

14B 1374

AVIVA IMPACT INVESTING FRANCE
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 000 000 €
Siège social : 102 C rue Amelot, 75011 Paris
803 204 312 au RCS Paris

1 0 SEP.
Sous le n° : R 36561

STATUTS

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

1. FORME

La société Aviva Impact Investing France (la « Société ») est une société par actions simplifiée régie par le Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société est régie par les lois et règlements en vigueur applicables à son objet.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

2. OBJET SOCIAL

L'objet de la Société est de prendre des participations :

- dans des entreprises ayant une finalité sociale, sociétale ou environnementale, et
- dans les associations et entreprises solidaires ou d'utilité sociale qui ont une activité économique,

et, plus généralement, de réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

La Société a également pour objectif d'obtenir l'agrément d'entreprise « solidaire », au sens de l'article L. 3332-17-1 du Code du travail.

3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale AVIVA IMPACT INVESTING FRANCE.

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital.

4. SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé 102 C rue Amelot, 75011 Paris.

Il peut être transféré en tous lieux par simple décision du président de la Société.

5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

TITRE II – CAPITAL SOCIAL – APPORTS – ACTIONS

6. CAPITAL SOCIAL

Suite à l'augmentation de capital réalisée le 12 août 2014, le capital social est fixée à la somme de dix millions d'euros (10.000.000 euros), divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de cent euros (100 euros) chacune, souscrite en totalité et intégralement libérées comme en atteste le certificat du dépositaire du 12 août 2014.

<u>Le capital social est désormais réparti comme suit :</u>

- La société Aviva Vie pour neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents euros (9 999 900 €)

- La société Le Comptoir de l'Innovation pour cent curos (100 €)

7. FORMATION DU CAPITAL SOCIAL A LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Apports en numéraire

- par la société Aviva Vie pour quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents euros (499 900 €)
- par la société Le Comptoir de l'Innovation pour cent euros (100 €)

TOTAL des apports en numéraire : cinq cent mille euros (500 000 €)

8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par une décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 20.3 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Le cas échéant, lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est constitutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur le projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

9. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de groupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix. L'exercice du droit de vote est suspendu en cas de mise en œuvre de l'Article 13 des statuts.

En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

11. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements de titres".

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

12. DROIT DE PREEMPTION

1. Toutes les cessions d'actions sont soumises au respect du droit de préemption conféré à la société Aviva Vie dans les conditions définies au présent article.

2. L'associé cédant notifie au Président et à chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son projet de cession :

   - indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;

   - l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination sociale, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

3. La société Aviva Vie bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au Président dans le délai de trois (3) mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession.

   Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que la société Aviva Vie souhaite acquérir.

4. En cas d'exercice du droit de préemption, à défaut, à l'expiration du délai visé au point 3 ci-dessus, le Président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les résultats de la procédure de préemption.

   Si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra librement réaliser ladite cession.

   En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un (1) mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

13. EXCLUSION D'UN ASSOCIE

1. Motif de l'exclusion

L'exclusion d'un associé intervient de plein droit en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire dudit associé.

Par ailleurs, l'exclusion du Comptoir de l'Innovation peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle ;
- violation des statuts ; et
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société.

2. Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant en assemblée générale extraordinaire, l'associé visé par la mesure d'exclusion ne prenant pas part au vote.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

3. Formalité de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours calendaires avant la date prévue pour l'assemblée générale des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;

- l'associé concerné par la décision d'exclusion est invité à présenter ses observations et à faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

4. Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

5. Conséquences

L'exclusion entraîne, dès le prononcé de la mesure, la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'exclusion, aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Les actions seront alors cédées à leur valeur nominale, augmentée de leur part dans les gains de la Société ou, suivant le cas, diminuée de leur part dans les pertes de la Société.

En cas de désaccord sur le prix, les associés auront recours à la procédure prévue par l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la décision de fixation du prix.

TITRE III – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

14. PRESIDENT DE LA SOCIETE

1. La Société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale (le « Président »). Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

   La durée des fonctions de Président est de cinq (5) ans.

   En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions, supérieur à six (6) mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 20.2. Le Président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

2. Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale des associés.

   Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

15. DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition du Président, les associés statuant dans les conditions de l'article 20.2, peuvent nommer un directeur général, personne physique ou morale (le « Directeur Général »).

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur Général sont déterminées par les associés en accord avec le Président.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 20.2.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

16. REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

La rémunération éventuelle du Président et du Directeur Général est fixée par une décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 20.2.

17. COMITÉ D'INVESTISSEMENT

La Société est dotée d'un comité d'investissement (le « **Comité d'Investissement** »).

1. OBJET DU COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Le Comité d'Investissement a un rôle purement consultatif. Il émet des avis sur les projets d'investissement de la Société.

Les avis du Comité d'Investissement ne sont pas obligatoires pour initier la signature des protocoles et la mise en œuvre des investissements par le Président.

Les membres du Comité d'Investissement n'ont pas la qualité de dirigeant.

2. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'INVESTISSEMENT

i. Le Comité d'Investissement est composé de cinq membres.

ii. Les membres du Comité d'Investissement sont désignés par la collectivité des associés statuant en assemblée générale ordinaire, au vu des propositions transmises par les associés au Président. La durée des fonctions des membres du Comité d'Investissement est de cinq (5) ans.

iii. Au cours de la vie sociale, les nouveaux membres du Comité d'Investissement ou les membres remplaçants en raison d'un décès ou d'une démission sont nommés par le Comité d'Investissement provisoirement.

JHV

Les nominations ainsi effectuées sont soumises à la ratification des associés lors de la prochaine assemblée générale ordinaire. Si le membre nommé provisoirement par le Comité d'Investissement venait à ne plus être renouvelé dans ses fonctions par les associés, les fonctions de ce membre cesseraient à la date de prise de fonction du nouveau membre désigné par les associés.

iv. Les membres du Comité d'Investissement sont nommés pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

3. RÉUNION ET CONVOCATION

Le Comité d'Investissement se réunit au moins une fois par trimestre en tout lieu, tel que précisé dans la convocation. Le Président ou au moins deux membres du Comité d'Investissement avisent les autres membres par tous moyens y compris verbalement, au moins cinq (5) jours ouvrés avant la date de la réunion.

En cas d'empêchement, tout membre du Comité d'Investissement a la faculté de se faire représenter par la personne de son choix, y compris un autre membre du Comité d'Investissement, muni d'un pouvoir à cet effet.

Les réunions du Comité d'Investissement peuvent également se tenir par voie de télétransmission (téléphone, vidéoconférence ou autre). Dans ce dernier cas, il est fait mention de tout incident technique dans le procès-verbal de la réunion.

4. CONFIDENTIALITÉ

Les membres du Comité d'Investissement s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité en ce qui concerne les projets qui leur sont présentés et les informations qui sont échangées lors des réunions.

5. PROCÈS-VERBAUX

L'ensemble des avis émis par le Comité d'Investissement font l'objet d'une retranscription sous la forme de procès-verbaux rédigés en français, datés et signés par les membres présents et représentés. Ces procès-verbaux, consignés dans un registre, sont conservés par le Président au siège social de la Société.

6. RÉMUNÉRATION

Les membres du Comité d'Investissement ne sont pas rémunérés au titre de leurs fonctions.

18. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire désigne, pour la durée de six (6) exercices, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes

sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

19. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS ET ASSOCIES

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, l'un des associés de la Société disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution de ces conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de l'assemblée générale des associés statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

TITRE IV – DECISIONS COLLECTIVES

20. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

1. DISPOSITIONS COMMUNES

1. Les associés sont consultés et délibèrent dans les formes et conditions suivantes :

   Chaque consultation des associés doit impérativement être précédée, dans un délai de quinze (15) jours avant la date prévue pour cette consultation, de la communication à chacun des associés de tous documents et de toutes informations devant lui permettre de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le texte des résolutions soumises à son approbation.

   Les décisions collectives sont prises en assemblée, convoquées par le Président par lettre simple ou tout autre procédé de communication écrite, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les lettres de convocation comportent l'indication du jour, de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de la réunion. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

2. La réunion d'une assemblée générale est obligatoire dans les cas suivants :

- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- émission d'obligations ;
- constitution de sûretés, notamment cautions, avals et garanties
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- rémunération, révocation des dirigeants ;
- modifications statutaires;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- suspension des droits de vote et exclusion d'une société associée dont le contrôle est modifié ou qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.
- exclusion d'un associé, l'associé visé par la mesure d'exclusion ne prenant pas part au vote ;
- transformation et toute autre opération ayant pour effet d'entraîner la modification de l'une quelconque des clauses susvisées ou d'augmenter les engagements des associés ;
- approbation préalable des décisions et opérations du Président susceptibles d'excéder l'objet social de la Société ;
- consultation des associés nécessitant l'intervention préalable du ou des commissaires aux comptes.

3. Toute autre décision que celles visées au paragraphe 2 ci-dessus est de la compétence du Président.

4. Les décisions collectives des associés prises en assemblée sont constatées par un procès-verbal établi et signé par le président de séance.

   Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises au voix et le résultat des votes.

   Les procès-verbaux sont établis et signés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur.

   Le Président est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ces pouvoirs.

5. Les décisions collectives peuvent également, le cas échéant et sous réserve des dispositions légales contraires, résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé ou notarié.

JM

2. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire peut prendre toutes les décisions autres que celles ayant pour effet de modifier directement ou indirectement les statuts et celles étant de la compétence exclusive des assemblées générales extraordinaires, en application de l'article 20.3.

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant sur requête du Président.

Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- nommer et révoquer le Président, le Directeur Général, les membres du comité d'investissement, les commissaires aux comptes ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatifs aux conventions intervenues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- statuer sur toutes questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé, affecter les résultats ;
- autoriser les émissions d'obligations ainsi que la constitution de sûretés particulières, notamment les cautions, avals et garanties ;
- et d'une manière générale, conférer au Président les autorisations nécessaires pour les actes excédant les pouvoirs de celui-ci.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des droits de vote tel qu'il est prévu ci-dessus.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des droits de vote et dans le cas où il est procédé à un scrutin, les associés s'étant abstenus sont considérés comme ayant voté contre.

3. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts à l'exception des clauses visées par l'article L. 227–19 du code de commerce, qui ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

L'assemblée générale extraordinaire statue sur les décisions visant à :

- modifier l'objet social,
- exclure un associé,

- augmenter, réduire la valeur nominale de l'action ou amortir le capital,
- transformer la Société (sous réserve que cette transformation ne nécessite pas l'unanimité),
- dissoudre la Société,
- nommer un liquidateur et prendre les décisions relatives aux opérations de liquidation,
- proroger ou réduire la durée de la Société,
- décider la fusion ou la scission de la Société avec une autre ou d'autres sociétés de même forme, dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers, et sur deuxième convocation, le quart des droits de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix et, dans le cas où il est procédé à un scrutin, les associés s'étant abstenus sont considérés comme ayant voté contre.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

Dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire ne peut participer au vote sur l'évaluation de son apport ni pour lui-même ni comme mandataire.

21. DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS

22. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par dérogation au paragraphe précédent, le premier exercice commencera à la date de l'immatriculation de la Société et prendra fin le 31 décembre 2015.

Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

23. COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement.

Les associés par voie de décision collective, approuvent les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

24. AFFECTATION DES RESULTATS D'UN EXERCICE SOCIAL

Il est fait sur les bénéfices de l'exercice, diminués le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, pour constituer le fonds de réserve légal prescrit par la loi.

Le prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale au dixième du capital social et reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de l'alinéa précédent, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale ordinaire décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

L'assemblée a la faculté de prélever les sommes qu'elle juge à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatifs, ordinaires ou extraordinaires, ou les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'elle détermine.

25. MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – DISSOLUTION – LIQUIDATION

26. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La liquidation de la Société est effectuée conformément à la loi du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

TITRE VII – CONTESTATIONS

27. CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII – CONSTITUTION DE LA SOCIETE – ORGANISATION DE SON FONCTIONNEMENT

28. NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier Président est :

- Le Comptoir de l'Innovation, société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros, dont le siège social est situé 102 C rue Amelot, 75011 Paris,

immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 524 978 582.

Le Président, nommé pour une durée de cinq (5) ans, a accepté par avance lesdites fonctions en précisant dans la lettre d'acceptation de son mandat qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévue par la loi.

29. NOMINATION DES PREMIERS MEMBRES DU COMITE D'INVESTISSEMENT

Les premiers membres du Comité d'Investissement sont :

- Monsieur Thierry Dcheuvels (Président du Comité d'Investissement), demeurant73 Boulevard Soult, 75012 Paris, né le 19 octobre 1952, à Lille (59) ;

- Monsieur Philippe Taffin, demeurant 16 rue Juliette Lamber, 75017 Paris, né le 22 février 1960, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) ;

- Monsieur Frank Roullier, demeurant9 rue Paul Claudel, 92700 Colombes, né le18 février 1963, à Sainte-Adresse (76) ;

- Monsieur Jean-Marc Borello, demeurant 80 boulevard de Sébastopol, 75003 Paris, né le 7 décembre 1957, à Aix-en-Provence (13) ; et

- Monsieur Nicolas Hazard, demeurant 61 rue Froidevaux, 75014 Paris, né le 15 avril 1982 à Paris (75).

Les membres du Comité d'Investissement, nommés pour une durée de cinq (5) ans, ont accepté par avance lesdites fonctions, chacun d'eux précisant dans sa lettre d'acceptation qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévue par la loi.

30. NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le premier commissaire aux comptes titulaire, désigné pour six exercices est :

- PricewaterhouseCoopers Audit, société anonyme au capital de 2.510.460,00 euros, dont le siège social est situé 63 rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 672 006 483.

Le premier commissaire au comptes suppléant, désigné pour six exercices est :

- Jean-Christophe Georghiou, domicilié 63 avenue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine, né le 4 mai 1965, à Grenoble (38), de nationalité française.

Les commissaires aux comptes ont accepté par avance lesdites fonctions, chacun d'eux précisant dans sa lettre d'acceptation des mandats qu'il n'était dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévue par la loi.

31. ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux associés, ledit état est annexé aux présents statuts.

Les soussignés donnent mandat à Aviva Vie, société anonyme d'assurances vie et de capitalisation au capital de 1 205 528 532,67 euros, dont le siège social est situé 70 avenue de l'Europe, 92270 Bois-Colombes, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 732 020 805, à l'effet de négocier et signer au nom et pour le compte de la Société, une convention de prestation de services avec Le Comptoir de l'Innovation ayant pour objet, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, de définir les modalités dans lesquelles Le Comptoir de l'Innovation assurera la gestion financière, administrative, comptable et juridique de la Société, en l'échange d'une rémunération de la part de la Société.

32. PUBLICITE – IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la Société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un journal, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

* * *

Fait à Paris le 12 août 2014
Certifié conforme

Le Comptoir de l'Innovation
Président
Représenté par son Président
Et par délégation le Directeur Général
Jean-Michel LECUYER

nominale de CENT (100)

Cette résolution, mise au

SAS Aviva Impact Invest
Capital de 500 000 euros
803 204 312 RCS PARIS
102C, Rue Amelot - 7501
Tél. : 01 55 28 01 62- Fa

SAS Aviva Impact Inves
Capital de 500 000 euro
803 204 312 RCS PARIS
102C, Rue Amelot - 750
Tél. : 01 55 28 01 62- F